Europe - Analyse

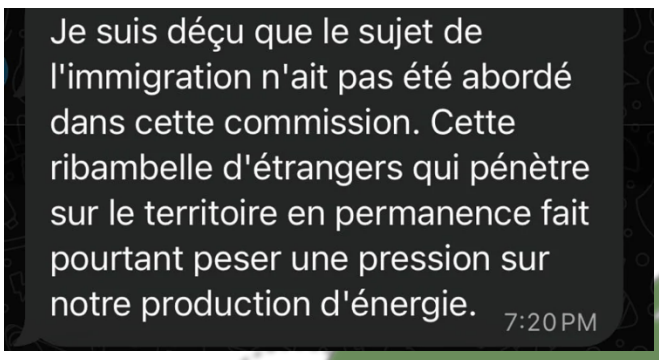
« Cette ribambelle d'étrangers » : le tweet raciste qui cache le mépris de l'extrême droite pour les ménages

Une députée d'extrême droite attribue la pression sur l'énergie aux migrants. Derrière ce tweet raciste, ses alliés bloquent les normes climatiques et défendent les contrats gaziers. Les ménages modestes, eux, paient la facture.

Aya Zine

26 novembre 2026 à 16h04

Il y a des tweets qui, sous couvert de débat budgétaire, disent tout d'une stratégie. « Je suis déçu que le sujet de l'immigration n'ait pas été abordé dans cette commission. Cette ribambelle d'étrangers qui pénètre sur le territoire en permanence fait pourtant peser une pression sur notre production d'énergie. » La phrase est signée d'une députée européenne, présidente de l'ESN et membre de l'AfD, et elle a de quoi faire frémir. Pas seulement parce qu'elle est raciste — elle l'est, sans détour, en assimilant des êtres humains à une « ribambelle » qui viendrait peser sur nos infrastructures. Mais parce qu'elle est fausse.



Capture d'écran d'un message supposé de la députée européenne Anja Arndt (ESN/AfD), issu d'une conversation WhatsApp de la commission, dans lequel elle attribue la pression sur la production d'énergie à « cette ribambelle d'étrangers qui pénètre sur le territoire en permanence ». Le message a été dénoncé sur le BWSTweet par Nordqvist (Verts/ALE).

Fausse, d'abord, factuellement. La pression sur la production d'énergie européenne ne vient pas de l'immigration. Elle vient d'un modèle dépendant aux hydrocarbures, d'un sous-investissement chronique dans les renouvelables et d'une guerre aux portes de l'Europe qui a fait exploser les prix du gaz. La députée le sait. Sa propre fiche de position, censée défendre les ménages, ne dit d'ailleurs pas un mot des migrants : elle parle de « l'inflation du coût de la vie », des « 660 milliards d'euros par an » que coûterait la transition, et du « portefeuille de nos habitants ». L'étranger n'y est qu'un bouc émissaire commode, agité dans un tweet pour ne pas avoir à parler des vrais responsables.

La réponse a été immédiate. Nordqvist (Verts/ALE) a rappelé que le 12 août, « la canicule et un fleuve à sec » avaient privé la France d'un cinquième de son parc nucléaire : « les réacteurs ne demandent pas leurs papiers à la chaleur ». Entre ces deux phrases, tout l'enjeu de l'EDAR tient en une question. Qui menace l'approvisionnement énergétique de l'Europe ? Et surtout : qui en supporte le prix ?

La « protection des ménages », un slogan qui cache mal les intérêts des fossiles

Le message d'Arndt prolonge un argumentaire déroulé la veille : le 23 novembre, elle appelait les membres d'ENVI à suivre la « ligne rouge » du PPE, pour qui le caractère contraignant des mesures serait un préjudice pour « les ménages et notre compétitivité ». Le mécanisme est simple : un « nous » (nos ménages, notre production) menacé par un « eux » (les normes de Bruxelles, ou les immigrés).



Ce n'est pas un cas isolé. Gyürk (PfE) défend l'idée qu'aucune règle européenne ne doit obliger un État à augmenter la facture de chauffage des familles — la priorité, donc, est de protéger le gaz, pas ceux qui suffoquent l'été. Del Castillo Vera (PPE) se bat contre ceux qui veulent « enfouir les Européens sous les normes », depuis des salles climatisées. Nordqvist (Verts/ALE) constate que le PfE fait adopter les trois quarts de ses amendements « en faisant mine de se préoccuper des citoyens », quand la vraie préoccupation devrait être la santé et la biodiversité.

Pellerin-Carlin (S&D) déplore que des amendements PfE aient réussi « à se frayer un chemin jusqu'aux trilogues ». Maran (S&D) « regrette certains propos de l'extrême droite » sans les citer — prudence. Chahim (S&D) raconte que Androuët a demandé aux élus d'être « plus drôles », alors que le sujet est la canicule et ses morts : 50 000 en 2026[1], et 31 % de décès en plus dans les dix départements les plus pauvres en 2025[2]. Hazekamp (The Left) rappelle enfin que la droite et l'extrême droite ont rejeté un amendement visant à inscrire le simple terme « *biodiversité* » dans l'évaluation environnementale. Un mot. Ils ont voté contre un mot. C'est sans doute que la biodiversité ne figure pas parmi les « ménages » qu'ils prétendent défendre.

Mais il faut le dire clairement : l'extrême droite se fiche des ménages précaires. Elle s'en sert. Dans sa fiche de position, la députée de l'ESN dénonce « le prix de l'électricité [...] plus de trois fois plus élevé que celui du gaz naturel » et s'inquiète de la « pression fiscale » qui pèserait sur les

[1] https://www.lemonde.fr/planete/article/2026/10/23/avec-plus-de-50-000-deces-lies-a-la-chaleur-dont-les-deux-tiers-attribues-au-changement-climatique-l-ete-2026-a-ete-le-plus-meurtrier-dans-les-villes-d-europe_6798935_3244.html

[2] https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/pauvrete-et-changement-climatique-pourquoi-sante-pauvres-plus-menacee-en-france/



contribuables. Mais que propose-t-elle ? De maintenir le statu quo sur les énergies fossiles, de refuser les objectifs de renouvelables, de s'opposer à toute contrainte sur les États. Autrement dit : de continuer à faire dépendre les ménages d'un marché du gaz volatil, soumis aux chocs géopolitiques. Son allié objectif au Parlement, le Hongrois András Gyürk (PfE), est encore plus explicite. Il critique l'article 5 d) 4) du règlement EDAR, qui plafonne le rapport entre le prix de l'électricité et celui du gaz à 2,5 pour les ménages, au motif qu'un pays comme la Hongrie « ne pourra s'y conformer qu'en renchérissant le chauffage des familles ». Traduction : pour protéger les ménages, il faudrait continuer à subventionner le gaz, et donc à les exposer à la volatilité des prix. C'est une protection de façade. Elle protège les fournisseurs d'hydrocarbures, pas les familles.

Aya Zine

